



## Prochain tarif d'utilisation des réseaux publics de transport d'électricité (TURPE 6 HTB)

*Date de la contribution : 10/11/2020*

### Réponse FCE- CFDT à la consultation publique n°2020-015 du 1er octobre 2020 relative au prochain tarif d'utilisation des réseaux publics de transport d'électricité (TURPE 6 HTB)

Question 1 : Avez-vous des remarques concernant les principaux enjeux respectivement identifiés par RTE et la CRE pour la période du TURPE 6 HTB ?

Nous partageons les enjeux de transformation de l'entreprise et la nécessité de mettre en oeuvre l'ambitieux programme d'investissements prévu par le SDDR pour accompagner la transition énergétique et pour renouveler les ouvrages du réseau public de transport.

Le montant des charges d'exploitation retenu pour TURPE6 doit permettre à RTE d'assurer ses missions de service public sans mettre une pression excessive sur les salariés qui ne serait pas tenable à long terme.

Il est nécessaire d'accorder à RTE les moyens humains suffisants pour mener à bien le programme d'investissements prévu par le SDDR. Cela doit se traduire par une augmentation substantielle des effectifs de RTE, notamment ceux de la Direction Développement-Ingénierie. En effet, le recours accru à la sous-traitance pour faire face au surcroît d'études n'est pas une solution pérenne. Il importe que les compétences d'ingénierie soient maintenues en interne à RTE afin de ne pas dépendre de prestataires externes pour définir de manière efficiente les travaux à prévoir sur le réseau. En outre, les salariés ont déjà fourni de nombreux efforts de productivité lors des périodes tarifaires précédentes et on atteint aujourd'hui la limite de l'exercice. Ils sont globalement motivés par l'enjeu que constitue le SDDR mais il faut prendre garde à ne pas accroître les risques psycho-sociaux au sein des équipes projets. L'ingénierie est à bien des égards une activité stressante – tenue des délais, respect des coûts, difficultés d'acceptabilité – il convient de veiller à ne pas transformer une belle ambition en surcharge de travail durable pour les salariés.

Pour le reste, les efforts faits sur les charges d'exploitation hors main d'oeuvre (nouvelle politique achats par exemple) doivent être poursuivis en intégrant notamment des critères de mieux-disance, afin de faire bénéficier la collectivité du meilleur service au meilleur tarif.

Question 2 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE pour la période du TURPE 6 HTB ?

Question 3 : Êtes-vous favorable au maintien de la rémunération des immobilisations en cours au coût de la dette, et non pas au CMPC ?

Question 4 : Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé des coûts échoués ?

Nous sommes favorables au principe de la couverture par le CRCP des coûts échoués dès lors que le caractère non maîtrisable de ces coûts est établi. C'est généralement le cas s'agissant des modifications d'ouvrages à la demande de tiers ou de la destruction d'ouvrages à la suite d'aléas climatiques. Bien entendu, il est légitime que la CRE vérifie chaque année le caractère non maîtrisable des coûts échoués exposés par RTE.

Question 5 : Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé pour les plus-values et les moins-values des actifs cédés ?

L'intégration dans le CRCP de 80% de la plus-value des actifs cédés nous paraît justifiée. Ceci étant, nous demandons que le même traitement soit appliqué en cas de moins-value. La symétrie dans le traitement des plus-values et des moins-values nous paraît essentielle, même si la CRE est légitime à avoir un regard sur les

opérations effectuées.

Question 6 : Êtes-vous favorable aux principes de fonctionnement du CRCP et d'évolution annuelle du TURPE 6 HTB (maintien du fonctionnement actuel) ?

Question 7 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le TURPE 6 HTB ?

Le mécanisme actuel peut être vertueux en ce qu'il incite RTE à maîtriser ses charges d'exploitation. Cependant, la Cfdt attire l'attention de la CRE sur les risques liés à une trop forte pression sur les charges de personnel. En effet, la performance de RTE est largement tributaire de la motivation de ses salariés et il serait contre-productif en termes d'efficacité d'encourager une politique RH régressive ayant pour effet de décourager les salariés. En conséquence, nous invitons la CRE à faire preuve de mesure dans les coups de rabot effectués sur les trajectoires de coûts de personnel.

Par ailleurs, nous partageons l'analyse de RTE concernant l'intégration au CRCP des charges associées au mécanisme ITC, ces charges étant difficilement maîtrisables par RTE.

En outre, nous considérons que le poste Impôts et Taxes devrait être pris en compte à 100% dans le CRCP dans la mesure où RTE ne maîtrise en rien les évolutions de ce poste.

Question 8 : Partagez-vous la position de la CRE selon laquelle la hausse des trajectoires financières relatives à la gestion des actifs est pertinente mais doit être conditionnée à la réalisation des objectifs opérationnels sous-jacents ?

Question 9 : Êtes-vous favorable aux propositions d'évolutions de la CRE pour l'incitation sur le volume et le prix d'achat des pertes supportées par RTE ?

Il faut distinguer l'incitation sur le prix des pertes, qui nous paraît légitime et l'incitation sur le volume qui ne nous paraît pas justifiable dans la mesure où RTE ne dispose pas de réels moyens d'actions pour réduire ce volume. Il nous paraît ainsi injuste que l'entreprise ait été pénalisée sur ce motif à hauteur de 6,5 M€ sur la période TURPE5. Ainsi, nous sommes opposés au principe d'une incitation financière sur le volume des pertes et à la proposition de la CRE de rehausser de 10 à 20% le taux d'incitation sur ce poste.

Question 10 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de mettre en oeuvre une régulation incitative portant sur les coûts de constitution de l'ensemble des réserves d'équilibrage, et à son paramétrage ?

Question 11 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le cadre de régulation des coûts de congestions nationales et internationales ?

Nous ne sommes pas favorables à l'incitation financière sur les coûts de congestions internationales dans la mesure où ceux-ci ne sont pas maîtrisables par RTE.

Question 12 : Dans le contexte actuel de forte hausse des investissements, êtes-vous favorable à la mise en place de l'incitation envisagée par la CRE à la maîtrise et à la priorisation des dépenses d'investissements pour le TURPE 6 HTB ?

Question 13 : Êtes-vous favorable aux évolutions de la régulation incitative à la maîtrise des coûts des grands projets d'investissements proposées par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

Compte tenu du caractère innovant des projets de raccordement des énergies marines et des risques associés, nous sommes favorables au maintien à 10% de la bande de neutralité applicable à ces projets et sommes opposés à une réduction à 5% de cette bande de neutralité.

Question 14 : Êtes-vous favorable, pour le TURPE 6 HTB, à l'extension de la régulation incitative à la maîtrise des coûts des grands projets d'investissements à des projets plus petits sélectionnés aléatoirement par la CRE ?  
Nous appelons à la mesure en matière de régulation incitative. En effet, à chaque nouveau TURPE, de nouveaux mécanismes de régulation incitative s'ajoutent aux précédents, ce qui ajoute de la complexité et des coûts pour l'opérateur régulé. Sans remettre en cause le principe de la régulation incitative, il convient d'être attentif à ce que les coûts induits ne soient pas supérieurs aux gains attendus.

Question 15 : Êtes-vous favorable à la mise en oeuvre d'un unique plancher de rémunération appliqué à la somme des trois incitations ?

Nous partageons l'analyse de RTE concernant l'incitation sur les flux. En effet, la construction d'une ligne d'interconnexion prend plusieurs années et le flux sur cette interconnexion dépend des conditions de marché du moment. Le flux revêt donc un caractère aléatoire même si la décision d'investissement est prise à partir d'une estimation de ces flux futurs. Même si les flux sont moindres une fois l'interconnexion mise en oeuvre, le fait d'ajouter une ligne d'interconnexion apporte toujours un bénéfice pour la collectivité car elle permet de diminuer les coûts de passage de la frontière.

Question 16 : Êtes-vous favorable au mécanisme de régulation incitative des investissements « hors réseaux » proposé par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

Question 17 : Êtes-vous favorable à la mise en oeuvre du cadre de régulation ad hoc proposé par la CRE s'agissant des projets immobiliers des sièges régionaux de Lille et de Marseille ?

Nous désapprouvons le cadre de régulation ad hoc proposé pour les projets immobiliers de Lille et Marseille. En effet, la CRE justifie ce cadre de régulation par des doutes sur la pertinence de ces projets. Or, ces projets, qui procèdent d'une même logique que celle qui a été appliquée pour les projets similaires de Nantes et Lyon, nous paraissent parfaitement justifiés dans la mesure où ils ont pour but de réunir sur un même site régional des entités disséminées sur plusieurs sites plus ou moins éloignés les uns des autres. La régulation ad hoc proposée est financièrement défavorable à RTE et repose sur la perspective de plus-values associées à la revente à terme des deux futurs sièges régionaux. Or, ces plus-values sont virtuelles puisque RTE n'a aucunement l'intention de revendre ces immeubles dans les prochaines décennies. En conséquence, nous proposons de retenir pour ces deux projets immobiliers non pas un cadre de régulation ad hoc mais le cadre de régulation habituel.

Question 18 : Avez-vous des observations à formuler sur les indicateurs de suivi envisagés par la CRE pour la période du TURPE 6 HTB ?

Question 19 : Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

Question 20 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le cadre de régulation de la qualité d'alimentation ?

Question 21 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant les coupures longues sur le RPD issues du RPT ?

Question 22 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de la R et D envisagé par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

La CRE prévoit d'interroger les acteurs du marché, en début de période tarifaire, sur les thèmes de recherche qu'ils

prévoient de développer. Nous considérons que RTE est légitime à mener des actions de R et D sur des thématiques afférentes à ses activités de GRT, quand bien même des acteurs du marché mèneraient également des actions de R et D sur les mêmes thématiques.

Question 23 : Êtes-vous favorable aux propositions d'évolution formulées par la CRE sur le dispositif du guichet « Smart grids » afin de lui donner plus de souplesse et d'efficacité ?

Question 24 : Dans le cadre du traitement prioritaire du sujet des données, êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'un cadre de régulation pour la publication de données prioritaires ? D'autres données devraient-elles figurer dans cette liste de données prioritaires pour lesquelles la CRE propose de suivre le délai de publication ?

Question 25 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Avez-vous des remarques sur la liste des actions prioritaires identifiées à ce stade ?

Question 26 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges liées à l'exploitation du système électrique de RTE ?

Question 27 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges nettes d'exploitation (hors charges liées à l'exploitation du système électrique) de RTE ?

Concernant les charges de personnel, il est indiqué que l'auditeur propose un ajustement à la baisse de 24 M€/an, soit un écart de 2,4% par rapport à la demande de RTE. Cet ajustement est justifié notamment par une révision à la baisse de la croissance des effectifs proposée par RTE, l'auditeur proposant d'indexer le volume des effectifs sur l'augmentation de la base d'actifs régulé (BAR), ce qui se traduirait par une augmentation de 207 agents entre 2019 et 2024.

Il nous semble que la référence à la BAR n'est pas pertinente car elle ne rend pas compte du surcroît d'activité induite par la mise en oeuvre du SDDR, principalement au sein des équipes de la Direction Développement et Ingénierie de RTE. Une référence à l'évolution du volume d'investissements refléterait mieux les besoins en effectifs. Il convient en effet de noter que le montant annuel d'investissements sur la période TURPE6 sera supérieure de 52% à celle de la période TURPE5 (2177 M€ en moyenne contre 1432 M€). En outre, deux éléments nous paraissent devoir être pris en compte :

- La mise en oeuvre des projets est de plus en plus complexe du fait des difficultés d'acceptabilité, des exigences accrues sur le plan environnemental et des attentes croissantes des utilisateurs du réseau en matière de qualité de service ;
- La conduite des projets exige des études amont plus approfondies (avec plus de scénarios et de paramètres) que par le passé, du fait de la forte évolution du mix électrique, en particulier la forte pénétration des énergies renouvelables, et des incertitudes qui accompagnent leur développement (notamment leur localisation et leur rythme).

Aujourd'hui, dans la mesure où RTE compte environ 8700 agents statutaires, l'ajout de 207 agents supplémentaires représente une augmentation d'effectifs de 2,2% sur la période TURPE6, alors que sur la même période, la base d'actifs régulés devrait augmenter d'environ 20% et les investissements de plus de 50%. Au vu de ces chiffres, nous proposons d'entériner la demande d'effectifs supplémentaires de RTE et de ne pas retenir la réduction proposée par l'auditeur.

Par ailleurs, nous contestons les hypothèses d'évolution du salaire national de base (SNB) au sein de la branche des industries électriques et gazières. Rappelons que la hausse du SNB a vocation à compenser la hausse des prix, de telle sorte qu'un salarié ne bénéficiant d'aucune augmentation individuelle (liée à une mobilité ou à une

appréciation de son professionnalisme) ne subisse pas de perte de pouvoir d'achat. Cela a été le cas sur la période TURPE4.

En effet, de 2013 à 2016, l'inflation cumulée a été égale à l'augmentation cumulée du SNB, soit 1,6%. Sur la période TURPE5, du fait de la politique des employeurs de la branche IEG, il y a eu un net décrochage du SNB (+0,7% entre 2017 et 2020) par rapport à l'inflation (de l'ordre de 4,4%). D'après nos informations, l'hypothèse retenue par RTE pour le dossier TURPE6 est celle d'une augmentation de SNB égale à 50% du taux d'inflation. L'auditeur nommé par la CRE a revu à la baisse cette hypothèse au vu de l'historique de l'évolution du SNB (on peut penser que cet historique conduise à retenir une évolution du SNB inférieure à 20% du taux d'inflation). Nous contestons vivement cette hypothèse de calcul car elle induit, dans la durée, une diminution du pouvoir d'achat des salariés de RTE à poste équivalent au fil des années. Le comportement erratique des employeurs durant la période TURPE5 ne doit pas devenir la norme pour les années qui viennent.

En conséquence, nous demandons une réévaluation à la hausse substantielle de l'hypothèse d'évolution du SNB de façon à ce qu'elle soit calée au plus près des prévisions d'inflation. Les écarts constatés ex post en matière d'inflation devraient être couverts par le CRCP.

Question 28 : Avez-vous des observations à formuler quant à la trajectoire de recettes d'interconnexion que la CRE envisage de retenir pour le TURPE 6 HTB ?

Question 29 : Avez-vous des remarques concernant le niveau du CMPC pour la période du TURPE 6 HTB et notamment la prise en compte de la baisse des taux d'intérêts sur les marchés et la baisse du taux d'imposition sur les sociétés ?

Question 30 : Êtes-vous favorable à la hausse majeure de la trajectoire d'investissements envisagée, qui passent de moins de 1,5 Md€/an entre 2017 et 2019 à près de 2,2 Md€/an sur la période du TURPE 6 HTB, qui aboutit à une évolution prévisionnelle de la base d'actifs régulés de +23 % entre le 1er janvier 2020 et le 1er janvier 2025 ?

Oui, nous y sommes favorables car cette hausse majeure de la trajectoire d'investissements est nécessaire pour réaliser les objectifs de la PPE et pour faire face aux besoins de renouvellement du réseau.

Question 31 : Avez-vous des remarques concernant les ajustements envisagés sur la trajectoire d'investissements « hors réseaux » ?

On ne peut que s'étonner que la CRE, sur proposition de Schwartz and Co, propose de raboter de 10% les investissements SI et de 17% les investissements immobiliers. En particulier, nous attirons l'attention de la CRE sur le fait que le SI est un outil essentiel pour affronter la nouvelle complexité du système électrique, et répondre aux attentes des parties-prenantes en matière de mise à disposition des données numériques. Il faut prendre en compte aussi les gains de productivité liés à la mise en place des nouveaux outils numériques.

Nous demandons à la CRE de reconsidérer sa position sur les postes SI et Immobilier.

Question 32 : Avez-vous des remarques sur les trajectoires envisagées par la CRE concernant les quantités d'énergie transportées pour la période du TURPE 6 HTB ?

Question 33 : Avez-vous des remarques relatives à l'évolution tarifaire envisagée du TURPE 6 HTB ?

Question 34 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la forme générale des grilles tarifaires ?

Question 35 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la hausse de la composante de gestion pour les domaines de tension HTB ?

Oui car la hausse proposée permet de couvrir les coûts réels de gestion exposés par RTE.



Question 36 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la stabilité de la composante de comptage pour les domaines de tension HTB ?

Question 37 : Êtes-vous favorable aux grilles tarifaires envisagées pour les domaines de tension HTB ?  
Nous sommes favorables à la proposition de la CRE consistant à augmenter la part Puissance au détriment de la part Energie. En effet, le réseau est dimensionné pour tenir la pointe de consommation, ce qui implique que les coûts de réseau doivent être imputés aux utilisateurs davantage en fonction de la puissance qu'ils sont susceptibles d'appeler, même si c'est pour de courtes durées.

Question 38 : Êtes-vous favorable au maintien à 0,04 du coefficient des dépassements pour les domaines de tension HTB 2 et HTB 1 ?

Question 39 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE s'agissant de la facturation de l'énergie réactive pour les consommateurs industriels ?

Question 40 : Êtes-vous favorable à l'évolution envisagée par la CRE du terme d'injection en HTB 3 et 2 ?

Liste des pièces jointes à la contribution :

Consultation CRE sur TURPE6-Contribution FCE-CFDT definitif.pdf